

POLICE ET JUSTICE

« Gilets jaunes » : vingt-quatre photographes et journalistes veulent porter plainte pour violences policières

Le gouvernement avait appelé journalistes et photographes à effectuer des signalements à la suite de nombreux témoignages d'altercations violentes avec la police lors de la manifestation du 8 décembre.

Par Simon Auffret • Publié le 14 décembre 2018 à 20h31 - Mis à jour le 15 décembre 2018 à 06h11



Un photographe face à des policiers lors de la manifestation des « gilets jaunes » à Paris, le 8 décembre. ABDUL ABEISSA / AFP

Confiscation de matériel, tirs de « lanceurs de balle de défense » – LBD, type Flash-Ball – dans le dos ou dans la tête, coups de matraque répétés : lors de la manifestation des « gilets jaunes », samedi 8 décembre, de nombreux journalistes et photographes de presse ont publiquement témoigné d'altercations parfois violentes avec les forces de l'ordre.

Le point avant les manifestations de samedi : après un attentat et quelques promesses, une suite incertaine pour les « gilets jaunes »

Photo à l'appui, le journaliste du *Parisien* Yann Foreix [montre sur Twitter](#) son casque de moto endommagé par une munition de lanceur de balle de défense LBD40, tirée par un officier de la

compagnie républicaine de sécurité (CRS) positionné à deux mètres derrière lui. Le photographe du *Journal du dimanche*, Eric Dessons, voit à deux reprises un policier lui abattre une matraque télescopique sur la main tenant son appareil photo. Le premier s'en sortira avec un important hématome sur la nuque, le second avec une fracture de la main et quatre semaines d'arrêt de travail.

L'avocat Jérémie Assous a envoyé, vendredi 14 décembre, un courrier au préfet de police de Paris, Michel Delpuech, au procureur de la République de Paris, Rémy Heitz, et au ministre de l'intérieur, Christophe Castaner, pour les avertir du dépôt de vingt-quatre plaintes de photographes et de journalistes pour des altercations avec les policiers.

Au moins huit de ces procédures rapportent des faits de violences avec arme, selon le courrier que *Le Monde* a pu consulter – certaines plaintes concernent des faits antérieurs aux manifestations des « gilets jaunes », remontant jusqu'à des violences lors des manifestations contre la « loi travail », au printemps 2016.

Lire aussi | [« Gilets jaunes » : la violence contre des journalistes « prend une ampleur inédite »](#)

« Récurrence des faits »

« Au-delà de la manifestation des “gilets jaunes”, il y a de la part des forces de l'ordre un comportement identifié et similaire envers les journalistes, peu importe le lieu et le cadre », selon M^e Assous. L'Union des photographes professionnels (UPP), le Syndicat national des journalistes, Reporters sans frontières, la Confédération générale du travail (CGT) et Force ouvrière (FO) se porteront parties civiles sur chacune des plaintes déposées. *« Des procédures individuelles de ce type auraient très peu de chances d'aboutir, mais avec une action collective le procureur ne peut ignorer la récurrence de ces faits »,* espère l'avocat.

Parmi les photographes prenant part à cette action figure Véronique de Viguerie, Visa d'or humanitaire en 2018, qui s'est fait confisquer son matériel de protection (casques et masques à gaz) par des policiers le 8 décembre, alors qu'elle couvrait la manifestation parisienne pour le *Washington Post*.

Gravement blessé aux mains par un tir de grenade lors d'une précédente manifestation à Paris, le 19 avril, Jan Schmidt-Whitley a lui aussi décidé de déposer plainte.

« En 2015, j'ai été blessé dans un attentat kamikaze de l'organisation Etat islamique à la frontière turco-syrienne, sans avoir de séquelles. Aujourd'hui, je suis toujours en rééducation pour une blessure en France, causée par la police républicaine. Je trouve ça complètement absurde », témoigne le photographe de l'agence Pictorium, qui a été auditionné en août par l'inspection générale de la police nationale (IGPN). Il espère que l'action collective lancée vendredi permettra de *« mettre en lumière d'une manière différente, dépolitisée car non militante, la question des violences policières »*.

Un « niveau de violence beaucoup plus important »

Confrontés, au début du mouvement des « gilets jaunes », à l'animosité des manifestants envers les médias, de nombreux journalistes et photographes chargés de suivre les cortèges font désormais également face à un durcissement de l'action des forces de l'ordre.

« La stratégie policière était différente le 8 décembre, le niveau de violence était beaucoup plus important que les week-ends précédents », témoigne Boris Kharlamoff, journaliste pour l'agence A2PRL touché par un tir de LBD dans le dos sur les Champs-Élysées. *« Je leur ai montré le courrier d'accréditation que m'avait donné Libération, mais ils n'ont rien voulu savoir »,* rapporte le

photographe Boris Allin, qui s'est fait confisquer son matériel de protection lors d'un contrôle de police dès son arrivée sur place.

L'UPP avait recensé, dès le lendemain de la manifestation, quinze altercations entre photojournalistes et forces de l'ordre pour la seule journée de samedi. Le 10 décembre, un communiqué commun de l'ensemble des syndicats de journalistes a évoqué une « *situation inédite* » pour la profession et a dénoncé « *les dérapages inadmissibles des forces de police, notamment à Paris* ».

« *Nous ne sommes pas les principales victimes des violences policières, tient à rappeler Pierre Morel, membre du conseil d'administration de l'UPP. Mais nous sommes les premiers à pouvoir les signaler pour les photographes et les journalistes, et c'est important que cela ne devienne pas la norme.* »

Lire aussi | **BFM-TV, symbole de la défiance des « gilets jaunes » envers les médias**

Castaner : « Nous avons un devoir d'exemplarité »

Lors d'une rencontre des syndicats et de Christophe Castaner, dès le 30 novembre, pour évoquer les violences subies par les journalistes de la part de certains « gilets jaunes », le ministre de l'intérieur les avait encouragés à faire remonter systématiquement les faits de violences policières, par une plainte ou un signalement à l'IGPN.

« *Lorsque il y a une bavure, elle doit être sanctionnée. C'est ce que je rappelle aux forces de l'ordre régulièrement : nous avons un devoir d'exemplarité* », a déclaré à cette occasion M. Castaner, selon un compte rendu de la réunion consulté par *Le Monde*.

« *Soyez assurés qu'en termes d'enquêtes administratives et judiciaires les plaintes seront reçues et traitées avec sévérité* », s'est aussi engagé le porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, en réponse à une question posée par Boris Kharlamoff lors d'une conférence de presse, le 12 décembre.

Le gouvernement propose aussi « *l'accueil systématique de journalistes le souhaitant à l'arrière des dispositifs [de police] afin de pouvoir les protéger* ». Une mesure « *risible* » pour plusieurs photographes, qui n'y voient qu'un « *moyen d'orienter l'information* » pendant les manifestations.

Notre sélection d'articles pour tout comprendre aux « gilets jaunes »

- [Histoire d'un mouvement hors normes](#) ; né sur les réseaux sociaux, il s'est mué en vaste colère populaire.
- [« Le mouvement des “gilets jaunes” traduit un épuisement démocratique »](#) : l'historien Quentin Deluermoz voit dans cette colère les symptômes d'une crise sociale et

[Voir plus](#)

[Simon Auffret](#)

Services

CODES PROMOS [avec Global Savings Group](#)

- Yves Rocher : -50% sur une sélection d'articles
- Boohoo : -50% sur plusieurs catégories
- AliExpress : 5€ offerts dès 10€ d'achats
- Red SFR : 15€ de remise sur votre panier
- Europcar : -15% sur votre location de voiture
- Nike : jusqu'à -50% sur les articles en promotion
- Made.com : 50€ offerts dès 500€ d'achats

[Tous les codes promos](#)

